



Assemblée générale

Distr. générale
19 octobre 2006
Français
Original : anglais/espagnol

Soixante et unième session
Cinquième Commission
Point 106 e) de l'ordre du jour
Nominations aux sièges devenus vacants
dans les organes subsidiaires
et autres nominations

Nomination de membres de la Commission de la fonction publique internationale

Note du Secrétaire général

1. Comme l'indique le document A/61/105 du 3 octobre 2006, l'Assemblée générale sera appelée, à la présente session, à nommer cinq personnes pour pourvoir les sièges qui deviendront vacants à la Commission de la fonction publique internationale le 1^{er} janvier 2007.

2. Les membres de la Commission dont le mandat arrive à expiration le 31 décembre 2006 sont :

Mohsen Bel Hadj Amor (Tunisie);
Daasebre Oti Boateng (Ghana);
Jose Ramón Sanchis Muñoz (Argentine);
Anita Szlazak (Canada);
Eugeniusz Wyzner (Pologne).

Il faudra donc nommer :

Deux membres du Groupe des États d'Afrique;

Un membre du Groupe des États d'Europe orientale;

Un membre du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes;

Un membre du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États.

3. Les États Membres ont présenté les candidatures ci-après :

a) Pour les deux sièges revenant aux États d'Afrique :

Mohsen Bel Hadj Amor (Tunisie);
Daasebre Oti Boateng (Ghana);
Kingston Papie Rhodes (Sierra Leone);



- b) Pour le siège revenant aux États d'Europe orientale :
Eugeniusz Wyzner (Pologne);
- c) Pour le siège revenant aux États d'Amérique latine et des Caraïbes :
Guillermo Enrique Gonzalez (Argentine);
- d) Pour le siège revenant aux États d'Europe occidentale et autres États :
Anita Szlajak (Canada).

4. La nomination des membres de la Commission est régie par les dispositions des articles 3, 4 et 5 de son statut. En application de ces dispositions et conformément aux paragraphes 3 et 4 de la partie II de la résolution 43/226 de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1988, le Secrétaire général a entrepris des consultations avec les États Membres, par l'intermédiaire des présidents des divers groupes régionaux, avec les chefs de secrétariat des autres organisations qui appliquent le régime commun, avec les représentants du personnel, par l'intermédiaire de la Fédération des associations de fonctionnaires internationaux et du Comité de coordination des syndicats et associations autonomes du personnel du système des Nations Unies, et avec le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

5. Il ressort des consultations tenues avec les États Membres que la candidature de M. Wyzner a l'appui du Groupe des États d'Europe orientale, celle de M. Gonzalez a l'appui du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes et celle de M^{me} Szlajak celui du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États.

6. Le Secrétaire général soumet donc, pour examen, à la Cinquième Commission la liste des candidats ci-après proposés en vue de pourvoir les postes vacants à la Commission de la fonction publique internationale pour un mandat de quatre ans à compter du 1^{er} janvier 2007 :

- a) Pour les sièges revenant aux États d'Afrique :
Mohsen Bel Hadj Amor (Tunisie);
Daasebre Oti Boateng (Ghana);
Kingston Papie Rhodes (Sierra Leone);
- b) Pour le siège revenant aux États d'Europe orientale :
Eugeniusz Wyzner (Pologne);
- c) Pour le siège revenant aux États d'Amérique latine et des Caraïbes :
Guillermo Enrique Gonzalez (Argentine);
- d) Pour le siège revenant aux États d'Europe occidentale et autres États :
Anita Szlajak (Canada).

7. Les curriculum des candidats sont présentés ci-après.

Mohsen Bel Hadj Amor (Tunisie)

Situation de famille

Marié

Études et formation professionnelle

- Collège Sadiki à Tunis, baccalauréat français, baccalauréat tunisien
- Institut des hautes études à Tunis, diplôme d’histoire et de littérature
- Université de Paris-Sorbonne, licence ès lettres
- Columbia University (New York) – School of International Affairs (Économie, droit international, relations internationales, Nations Unies et institutions spécialisées, diplomatie), obtention d’un certificat
- Fondation Dag Hammarskjöld (Uppsala, Suède)
Séminaire sur les structures, le rôle et les fonctions des Nations Unies
Mémoire intitulé « Évaluation des réalisations des Nations Unies par rapport aux besoins des pays arabes et africains »

Stages

- State Department à Washington
- Ministère des affaires extérieures à Ottawa
- Administration provinciale à Toronto (Canada)
- Foreign Office à Londres
- Ministère des affaires étrangères à Paris
- Diverses institutions spécialisées des Nations Unies à Genève et Communauté économique européenne à Bruxelles
- Ministère fédéral des affaires étrangères à Belgrade
- Administration locale à Sarajevo (Yougoslavie)

Langues

Arabe, anglais, espagnol, français et italien

Fonctions actuelles

- Ministre plénipotentiaire (Ministère des affaires étrangères à Tunis)
- Secrétaire général adjoint
- Président de la Commission de la fonction publique internationale, Organisation des Nations Unies, New York (voir annexe IV) – Élu en décembre 1990, réélu en novembre 1994, en novembre 1998 et en novembre 2002

Principales fonctions précédemment exercées

1982-1990

- En position de détachement du Ministère des affaires étrangères à Tunis, auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Rome, en qualité de Directeur du personnel de la FAO et du Programme alimentaire mondial (PAM). Dans l'exercice de ces fonctions, a participé également à divers comités en qualité de :

Membre

- Conseil de direction (Programme et politique) (présidé par le Directeur général)
- Comité des effectifs (présidé par le Directeur général)
- Sous-Comité des effectifs
- Groupe de travail interdépartemental sur la formation
- Comité consultatif des demandes d'indemnisation
- Groupe spécial sur le Programme de coopération FAO-Italie
- Comité de sélection pour les prix « B. R. Sen »
- Comité d'organisation pour l'examen de la gestion de la FAO

Président

- Comité de sélection du personnel des services généraux
- Groupe de travail sur la rémunération et les conditions d'emploi du personnel des services généraux
- Comité consultatif mixte de l'assurance médicale

Président et Vice-Président alternativement

- Comité des pensions de la FAO (en qualité de représentant du Directeur général)
- Depuis 1982 : Représentant de la FAO à toutes les sessions des organes ci-après :
 - Comité consultatif pour les questions administratives (CCAQ) (organe composé des directeurs du personnel de tous les organismes) :
 - Vice-Président en 1988
 - Président en 1989
 - Commission de la fonction publique internationale

Comité administratif de coordination

- Représentant du CCAQ aux sessions du Comité administratif de coordination (CAC) (organe composé des chefs de secrétariat du système des Nations Unies) présidé par le Secrétaire général (1989)

Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

- Représentant du Directeur général de la FAO à toutes les sessions du Comité mixte et de son comité permanent
- Premier Vice-Président du Comité mixte (1989-1990)
- Premier Vice-Président du Comité permanent (1985-1986)
- Membre du groupe du Comité mixte chargé d'examiner les candidatures pour la nomination du nouveau secrétaire de la Caisse (1985-1986)

Service diplomatique (depuis 1965)

1965-1968

- Chef adjoint à la Division des Amériques et des Nations Unies au Ministère des affaires étrangères à Tunis
Ambassade de Tunisie à Rome

1969-1972

- Conseiller commercial et touristique
- Chargé de liaison avec la FAO et le PAM

1973-1975

- Représentant permanent adjoint de la Tunisie auprès de la FAO et du PAM à Rome
- Conseiller pour les questions économiques et commerciales

1976-1981

- Ministre-Conseiller – Représentant permanent de la Tunisie auprès de la FAO, du PAM, du Fonds international de développement agricole (FIDA) et du Conseil mondial de l'alimentation (CMA)

1981

- Représentant de la Tunisie au Conseil d'administration du FIDA

Avant 1965

Diverses responsabilités :

- Professeur de lycée à Paris et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
- Dans le domaine de l'administration et de la coopération internationale, au Ministère de l'éducation nationale et au Ministère des finances à Tunis
- Dans le secteur privé, en qualité d'attaché de direction (administration et budget) à la société Végé-France à Paris

Participation à des réunions ou activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées

Nations Unies

- Membre de la délégation tunisienne à l'Assemblée générale (1966, 1990)

FAO

- 1969-1981 – Chef ou membre de la délégation tunisienne à toutes les sessions de la Conférence générale et du Conseil de la FAO et à de nombreuses réunions des comités permanents (voir annexe II), des groupes intergouvernementaux (notamment les sessions extraordinaires sur les produits de base et les consultations intergouvernementales intensives CNUCED/FAO en 1974) et des groupes spéciaux
- Conférences régionales de la FAO pour l'Afrique et le Proche-Orient
- Membre du Groupe de travail sur la composition et le mandat du Conseil, du Comité du programme, du Comité financier et du Comité sur les questions constitutionnelles et juridiques (CQCJ)
- Coordonnateur du Groupe des pays d'Afrique à la FAO et membre du Comité de liaison du Groupe des 77
- Président du Groupe du Proche-Orient
- Participation à des comités de rédaction

Comité financier de la FAO et du PAM

- 1975-1977 – Vice-Président et Président par intérim

- 1978-1981 – Président

Programme alimentaire mondial

- 1969-1981 – Délégué de la Tunisie à toutes les sessions du Comité intergouvernemental et du Comité des politiques d'aide alimentaire. Élu membre, à plusieurs reprises, du Sous-Comité budgétaire.

Conférence mondiale de l'alimentation

- 1974 – Membre de la délégation tunisienne.

Participation active aux travaux des groupes de contact pour la création de nouveaux organismes ou comités (FIDA, Comité des politiques d'aide alimentaire, Conseil mondial de l'alimentation et Comité de la sécurité alimentaire mondiale)

Conseil mondial de l'alimentation

- 1975-1981 – Chef de délégation à toutes les sessions du Conseil mondial de l'alimentation et réunions préparatoires

Fonds international de développement agricole

- 1975-1981 – Chef de délégation à toutes les réunions des pays associés au FIDA, à la Conférence des Nations Unies sur le FIDA, et aux réunions de la Commission préparatoire pour l'établissement du FIDA
- Gouverneur suppléant à la première session et Gouverneur par intérim à la deuxième session du Conseil des gouverneurs
 - Représentant de la Tunisie au Conseil d'administration

Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural

- 1979 – Chef adjoint de la délégation à la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural
- Président par intérim de la Conférence

Autres

- Vice-Président de la consultation sur la coopération économique et technique entre pays en développement en matière d'alimentation et d'agriculture
- Membre du Comité de sélection pour l'attribution des prix « B. R. Sen » (pour les experts du terrain) et « A. H. Boerma » (pour les journalistes) de la FAO

Autres activités professionnelles (1964-1981)*Italie*

- Membre de la délégation tunisienne à plusieurs missions de négociations économiques, financières et commerciales et représentant de la Tunisie :
 - a) À de nombreuses réunions d'experts des secteurs financier et industriel, consacrées à la promotion des investissements étrangers en Tunisie;
 - b) À plusieurs assemblées générales annuelles de banques;
 - c) À l'assemblée annuelle du patronat italien (CONFINDUSTRIA);
 - d) Au Congrès de l'Institut des études maritimes sur les problèmes de la pêche en Méditerranée et la commercialisation des produits de la pêche (1971);
 - e) Au Colloque international sur l'harmonisation du droit privé et du droit international privé en matière commerciale en Afrique (1972);
 - f) À de nombreux congrès, séminaires, colloques et tables rondes relatifs à des questions économiques, commerciales et agricoles intéressant notamment les pays du bassin méditerranéen et les rapports entre la Communauté économique européenne, l'Afrique et le monde arabe.

Tunisie

- Participation à plusieurs séminaires sur le commerce extérieur et les problèmes de développement économique et touristique

États-Unis

- Représentant de la Tunisie à la troisième Conférence annuelle internationale de la Blair Academy de Blairstown (New Jersey) sur les problèmes économiques et politiques au Proche-Orient (1967)
- Participation à des colloques consacrés à divers thèmes touchant l’Afrique et le monde arabe

Royaume-Uni

- Participation à plusieurs tables rondes consacrées aux problèmes politiques et économiques en Afrique et dans le monde arabe

1976-1989

- Nombreuses missions de négociations en Afrique et en Asie, en qualité de Représentant spécial du Directeur général de la FAO
- Chef de missions de recrutement au Canada, aux États-Unis et au Japon

Autres informations

- Séjours prolongés ou voyages de longue durée pour études ou pour raisons professionnelles en Afrique, Amérique du Nord, Amérique latine et Caraïbes, Asie, Europe et Proche-Orient (voir annexe III)
- Visites officielles en Chine à l’invitation du Gouvernement chinois en 1980, 1981, 1994 et 2005
- Consultations périodiques avec les hauts fonctionnaires du Ministère russe des affaires étrangères sur les réformes de la CFPI touchant les conditions d’emploi dans les organismes des Nations Unies, ainsi que sur les réformes en cours dans l’Administration nationale russe (Moscou, 2000-2004)
- Conférencier invité à plusieurs reprises à l’Institut d’État (Université) des relations internationales de Moscou pour des communications sur les thèmes suivants : « La Commission de la fonction publique internationale » et « L’avenir de la fonction publique internationale » (Moscou, 2000-2004)
- Conférencier au vingt-cinquième Congrès international des sciences administratives, tenu à Athènes, en juillet 2001, sur le thème « L’avenir de la fonction publique internationale » (Athènes, juillet 2001)
- Orateur à la Conférence organisée par l’ONU, l’Association internationale des écoles et instituts d’administration et la Fondation Getulio Vargas sur l’administration publique, l’éducation et la formation des générations actuelle et suivante de dirigeants (Rio de Janeiro, février 2003)
- Conférencier à l’Université de Louisville (Kentucky) sur le thème de la fonction publique internationale et le rôle de la Commission de la fonction publique internationale (février 2004)
- Invité d’honneur à la Conférence de l’Association pour la gestion des ressources humaines dans les organisations internationales en septembre 2001, septembre 2002, septembre 2003, septembre 2004 et septembre 2005

- Membre du groupe de travail sur le renforcement de la fonction publique internationale, créé par l'Assemblée générale (2002-2004)
- Conférencier à l'École nationale d'administration et à l'Institut des hautes études commerciales de Carthage (Université du 7 novembre) sur les caractéristiques de la fonction publique internationale et son évolution (Tunis, avril 2005)

Décorations

- Officier de l'ordre de la République tunisienne
- Officier de l'ordre du Mérite agricole français
- Docteur *honoris causa* de l'Institut d'État (Université) des relations internationales de Moscou

Annexe I

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture Comités

Comité des effectifs (membre de droit)

Le Comité des effectifs examine les propositions touchant la création de nouvelles unités administratives et la modification des fonctions, de la composition ou du titre des services existants, la création, le classement ou la suppression de postes au siège et dans les bureaux permanents et le classement ou la nomination des cadres hors siège, et conseille le Directeur général à ce sujet.

Sous-Comité des effectifs (membre)

Le Sous-Comité des effectifs examine toutes les propositions à soumettre au Comité des effectifs et fait des recommandations à ce sujet, et fait appel des décisions prises par délégation de pouvoir.

Comité de sélection du personnel des services généraux (Président)

Le Comité fait des recommandations au Directeur général sur les propositions de mesures touchant les postes des services généraux au siège, dans les limites de ses compétences (recrutement, promotion, renouvellement d'engagement, mutation, etc.).

Groupe de travail interdépartemental sur la formation (membre)

Le Groupe conseille le Directeur général sur les stratégies de formation à adopter pour adapter les activités de formation aux besoins.

Comité des pensions de la FAO (représentant du Directeur général depuis 1982, a assumé à maintes reprises la présidence ou la vice-présidence)

Dans la limite des pouvoirs qui lui sont délégués par le Conseil d'administration, le Comité des pensions de la FAO prend des décisions sur chaque dossier et a droit de regard sur toutes les questions touchant les participants de la FAO au Fonds de pension.

Comité consultatif des demandes d'indemnisation (membre)

Le Comité examine les demandes d'indemnisation que lui renvoie le Directeur général et fait des recommandations sur la recevabilité de chacune d'elles et sur le montant des indemnités à verser au fonctionnaire ou à un autre ayant-droit, ou aux deux.

Groupe spécial sur le Programme de coopération FAO-Italie (membre)

Le Groupe spécial a examiné l'état d'application du Programme de fonds fiduciaires FAO-Italie, et contrôlé l'exécution de diverses activités afin de maintenir le programme dans la limite des fonds disponibles.

Comité de sélection pour les prix « B. R. Sen » (membre)

Le Comité examine les candidatures à la récompense décernée chaque année au fonctionnaire sur le terrain ayant le plus contribué aux progrès du pays ou du groupe de pays auquel il a été affecté.

Groupe de travail sur la rémunération et les conditions d'emploi du personnel des services généraux (Président)

Organe consultatif composé des responsables administratifs de la FAO et des représentants de l'Union du personnel des services généraux, le Groupe fait des recommandations au Directeur général sur toutes les questions relatives aux enquêtes sur les traitements et les conditions d'emploi menées par la Commission de la fonction publique internationale.

Comité d'organisation pour l'examen de la gestion de la FAO (membre)

Chargé d'examiner les travaux des consultants, le Comité a analysé les progrès, évalué les activités prévues, étudié les rapports, fait des observations sur les travaux des consultants, et publié des directives à l'intention des directeurs et des fonctionnaires participant au processus d'examen.

Groupe de travail spécial sur l'assurance médicale après la cessation de service (Président)

Le Groupe a fait des recommandations sur les conditions d'admissibilité et le financement de l'assurance médicale après la cessation de service.

Comité consultatif mixte de l'assurance médicale (Président)

Conseil de direction (membre – Conseil présidé par le Directeur général)

Comité directeur FINSYS/PERSYS (membre)

Le Comité directeur du projet FINSYS/PERSYS est chargé de la gestion du projet. Il s'agit d'un système informatisé intégré et global de gestion des ressources financières et humaines au siège, dans les bureaux permanents et sur le terrain.

Annexe II

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture Comités permanents

Comité de l'agriculture

Comité des pêches

Comité des forêts

Comité des produits

Comité de la sécurité alimentaire mondiale

Annexe III

Séjours prolongés ou voyages de longue durée pour études ou pour raisons professionnelles

Afrique

Afrique du Sud, Angola, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Égypte, Kenya, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Mali, Maroc, Mozambique, Niger, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Sierra Leone, Togo, Zimbabwe.

Asie et Pacifique

Cambodge, Chine, Chine-RAS de Hong Kong, Inde, Indonésie, Japon, Philippines, République démocratique populaire lao, Singapour, Thaïlande, Turquie, Viet Nam.

Europe

Albanie, Allemagne, Andorre, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, France, Grèce, Hongrie, Italie, Monténégro, Pays-Bas, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, Saint-Marin, Serbie, Suède, Suisse.

Amérique latine et Caraïbes

Brésil, Colombie, Cuba, Guatemala, Haïti, Jamaïque, Mexique.

Moyen-Orient

Al Qods, bande de Gaza, Émirats arabes unis, Jordanie, Liban, République arabe syrienne.

Amérique du Nord

Canada, États-Unis d'Amérique.

Annexe IV

Le Président, comme tous les autres membres de la Commission, est élu par l'Assemblée générale des Nations Unies pour un mandat d'une durée de quatre ans renouvelable. Parmi ses diverses tâches, il dirige les travaux de la Commission et de son secrétariat et représente la Commission devant l'Assemblée générale et, au besoin, devant les organes directeurs d'autres organismes des Nations Unies, ainsi que devant le Comité administratif de coordination – organe interorganisations composé des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies et présidé par le Secrétaire général.

Daasebre Emmanuel Oti Boateng (Ghana)

Daasebre Emmanuel Oti Boateng est un chef traditionnel respecté, une éminente personnalité nationale et internationale et un homme de savoir. Il a été intronisé Omanhene (Roi traditionnel) de l'État de New Juaben, au Ghana, le 26 octobre 1992 et a reçu le titre de Daasebre (Sa Bienveillance).

Formation

- 1976 Doctorat en statistiques (Université de Liverpool)
- 1968 Maîtrise de statistiques (London School of Economics)
- 1966 Licence en sciences économiques et statistiques (Université du Ghana)

Parcours professionnel

Omanhene (Roi traditionnel) de l'État de New Juaben (Ghana), occupant le siège de la famille Yiadom-Hwedie depuis 1992; statisticien et chef du Service des statistiques du Ghana de 1982 à 2000; chargé de recherche principal et directeur des études à l'Institut de recherche statistique, sociale et économique de l'Université du Ghana; Boston Edison Company à Boston (États-Unis d'Amérique), 1966; Département étranger de la Deutsche Bank à Frankfort (Allemagne), 1963.

Membre des organismes ci-après :

Institut international de statistique (ancien Vice-Président); Conseil traditionnel du New Juaben (Président); Conseil du développement du New Juaben (Président); Chambre régionale orientale des chefs traditionnels (Vice-Président); Conseil national de la population; Conseil d'administration communautaire de l'eau et de l'assainissement; Commission de la fonction publique internationale (CFPI).

Activités nationales et internationales

Comité national tripartite sur les traitements et les conditions d'emploi (Président du Sous-Comité technique, 1983-1999); Commission de statistique de l'ONU (Président, 1987-1989; membre, 1983-1998); quinzième Conférence internationale des statisticiens du travail, Genève (Suisse) (Président, 1993); Comité consultatif pour les questions d'ajustements (membre, 1993-2002); Assemblée de la Constitution, 1978 (a rédigé la troisième Constitution de la République du Ghana); Conseil d'État (ayant pour mandat constitutionnel de conseiller le Président du Ghana), 1993-1997; Conseil national de la population (membre depuis 1997); recensement démographique de 1984 du Ghana (a dirigé le recensement et supervisé la publication des 27 recueils de données).

Activités communautaires

Création du festival Akwantukese du New Juaben en 1997 pour favoriser le développement et la concorde dans cette région; création du prix d'excellence Daasebre récompensant les personnes et les organismes méritants; direction de la formation du Conseil de développement du New Juaben et de la mise en place du Fonds de développement du New Juaben pour favoriser le développement durable du New Juaben; participation aux activités menées par le Conseil d'administration communautaire de l'eau et de l'assainissement dans le but d'assurer

l'approvisionnement en eau potable et des services d'assainissement dans les collectivités rurales et les petites villes du Ghana.

Activités intellectuelles

Nombreuses publications techniques sur les statistiques, le calcul, l'économie, la population et les questions de politique générale.

Vaste expérience de consultant auprès de nombreux organismes internationaux, dont la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la santé, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Comité interaméricain de développement agricole, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, USAID, l'Organisation internationale du Travail et le Ministère du développement international du Royaume-Uni, qui a donné lieu à d'autres publications techniques.

Décorations et distinctions

Directeur général honoraire de l'International Biographical Centre; Gouverneur adjoint à vie et membre du Conseil des gouverneurs de l'American Biographical Institute; cité dans l'International Leaders in achievement; cité parmi les 500 plus grands génies du XXI^e siècle.

Contribution aux travaux de la CFPI

Depuis qu'il est devenu membre de la Commission de la fonction publique internationale en 2003, M. Boateng a fait d'importantes contributions aux travaux de la Commission. Il a participé à l'examen et à la rationalisation du régime commun des traitements, indemnités et autres prestations, au suivi de l'étude pilote sur l'élargissement des fourchettes et la rémunération aux résultats ainsi qu'au suivi des questions relatives aux traitements de base minima. Il a joué un rôle particulièrement important dans les questions de statistique et d'ajustements. Sa contribution a permis de faire en sorte que le point de vue de l'Afrique soit pris en compte dans les décisions de la Commission.

Kingston Papie Rhodes (Sierra Leone)

De janvier 2000 à décembre 2004, Kingston Papie Rhodes a été Secrétaire exécutif de la Commission de la fonction publique internationale (CFPI), dirigeant l'élaboration de stratégies visant à renforcer les systèmes de gestion des ressources humaines des organisations appliquant le régime commun des Nations Unies et se chargeant de l'administration générale du secrétariat. En cette qualité, M. Rhodes a été l'interlocuteur représentant la CFPI aux réunions officieuses de la Cinquième Commission, où son rôle consistait à expliquer les vues de la Commission et à donner des éclaircissements techniques pour permettre aux États Membres d'arriver à un consensus sur les recommandations formulées par la CFPI dans ses rapports annuels. À la tête du secrétariat de la CFPI, M. Rhodes s'est employé à créer un climat propice au travail d'équipe et un cadre de coopération qui favorise le dialogue entre la CFPI, l'ONU, les institutions spécialisées et les représentants du personnel.

Au nombre des grandes initiatives qu'il a supervisées en tant que Secrétaire exécutif de la CFPI figurent l'élaboration des normes de conduite requises des fonctionnaires internationaux, adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies, et la mise en service du nouveau système informatisé d'évaluation des emplois pour la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur aux fins du réaménagement du régime de rémunération. En sa qualité de Secrétaire exécutif de la CFPI, il a également fait office de cosecraire du groupe des experts de haut niveau nommés par le Secrétaire général pour examiner le renforcement de la fonction publique internationale.

Entre 1980 et 1999, M. Rhodes a occupé des postes à responsabilité de plus en plus élevés au sein de la CFPI et rédigé de nombreux documents d'orientation et d'information pour les sessions de la Commission. Il a été d'abord statisticien à la Division du coût de la vie, puis assistant de recherche, chargé d'étudier les questions des traitements et indemnités à la Division des traitements et des indemnités. En 1992, M. Rhodes est retourné à la Division du coût de la vie pour occuper le poste de chef adjoint, puis, en 1995, celui de chef de la Division et Secrétaire du Comité consultatif sur les questions d'ajustements de la Commission. À ce dernier poste, il a dirigé les travaux sur le système d'égalisation du pouvoir d'achat des fonctionnaires des organismes des Nations Unies partout dans le monde. Il a conseillé régulièrement la Commission sur les questions statistiques intéressant son mandat et multiplié les contacts professionnels avec les principaux instituts de statistique du monde entier.

Entre 1969 et 1980, M. Rhodes a occupé plusieurs postes au sein du Gouvernement sierra-léonais dont, le plus récemment, celui de Directeur adjoint par intérim du Bureau central de statistique où il a travaillé sur tous les aspects d'une enquête statistique complexe et conseillé les organisations étatiques et para-étatiques. Durant cette période, il a également occupé des postes à temps partiel dans l'enseignement : chargé de cours sur les méthodes quantitatives, au Département des sciences économiques de l'Université de Sierra Leone; chargé de cours sur les statistiques, à l'Institut de formation des agents du service public; sous-directeur du Centre de perfectionnement aux statistiques de Munich et consultant en statistique, auprès de l'Unité de nutrition de l'Université de Californie, pour l'enquête nutritionnelle de 1978 en Sierra Leone; puis il a été

détaché pendant une année auprès du Bureau of the Census et du Bureau of Labour Statistics des États-Unis d'Amérique.

M. Rhodes a représenté le Gouvernement sierra-léonais au début des années 70 à la cinquième et à la septième session de la Commission des statistiques agricoles pour l'Afrique et a été Vice-Président de la septième session.

M. Rhodes a obtenu des diplômes de troisième cycle de l'Institut des sciences économiques et statistiques de Moscou et de l'Université George Washington à Washington. Il parle couramment l'anglais et le russe et peut travailler en français.

M. Rhodes exerce actuellement à la Mission permanente de la Sierra Leone auprès de l'Organisation des Nations Unies les fonctions de conseiller pour les questions se rapportant à la Cinquième Commission.

Date de naissance : 25 octobre 1942

Eugeniusz Wyzner (Pologne)

Études

Diplôme de droit (droit international) de l'Université de Varsovie

Hautes études universitaires à l'Académie de droit international de La Haye

Fonctions actuelles

Vice-Président de la Commission de la fonction publique internationale (CFPI)

Expérience professionnelle à des postes de responsabilité et de gestion du personnel dans l'administration publique (art. 3 du Statut de la Commission de la fonction publique internationale)

Au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, a été Secrétaire général adjoint à l'information (1992-1993) et Secrétaire général adjoint aux services de conférence et chargé de fonctions spéciales (1982-1992). Dans le cadre de la gestion de ces deux grands départements, a participé à l'élaboration et à l'application de diverses mesures de réforme et d'efficacité visant à assurer avec professionnalisme et efficacité des services de conférence et d'information aux États Membres.

A participé, pendant une longue période, aux activités des organismes des Nations Unies s'occupant de divers aspects des questions de personnel. A été Président de la Commission des nominations et promotions (1991-1993), du Comité directeur pour l'amélioration de la situation des femmes au Secrétariat (1989-1992) et du Comité des publications (1982-1993). A été membre du Comité de la planification et de la budgétisation des programmes (1984-1993) et du Groupe consultatif sur la réforme administrative (1983-1984).

A occupé dans la fonction publique de son pays divers postes exigeant des compétences en matière de gestion. Avant d'occuper son poste actuel, a été Ambassadeur, Représentant permanent de la Pologne auprès de l'Organisation des Nations Unies. A été Secrétaire d'État et Premier Vice-Ministre des affaires étrangères de la Pologne en 1996 et 1997, après avoir été secrétaire parlementaire et Vice-Ministre des affaires étrangères de la Pologne de 1994 à 1995. De 1994 à 1997, a été Vice-Président de la délégation polonaise à l'Assemblée générale.

A été Représentant permanent de la Pologne auprès de l'Office des Nations Unies à Genève de 1973 à 1978. Est devenu Directeur du Département des organisations internationales au Ministère polonais des affaires étrangères en 1978. A commencé sa carrière au Ministère des affaires étrangères comme chef de la Section des traités et est devenu Directeur adjoint (1968) puis Directeur (1971) du Département des affaires juridiques et des traités du Ministère.

Autres activités professionnelles et onusiennes

Délégué à plus de 20 sessions de l'Assemblée générale et à de nombreuses sessions du Conseil économique et social

Président du Comité préparatoire de la Conférence de 2000 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (deuxième session – 1998)

Président du Comité des expositions de l'ONU (1992-1993)

Membre du Conseil exécutif de l'ONU pour les services destinés au public (1989-1993)

Président de la Réunion interorganisations concernant les services linguistiques, la documentation et les publications (1982-1991)

Président de la Commission du désarmement de l'ONU (1982)

Président du Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (jusqu'en 1982)

Membre du Conseil d'administration de l'Académie mondiale pour la paix (New York), de l'Institut international de droit spatial (Paris) et de l'Institut des congrès internationaux (Salzbourg)

Autres fonctions exercées en Pologne

Vice-Président du Comité polonais pour la célébration du cinquantenaire de l'ONU (1994-1996)

Président du Conseil gouvernemental pour l'application de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques (1996-1997)

Membre du Comité sur la recherche spatiale de l'Académie polonaise des sciences (1996-1997)

Décorations et citations

Décorations polonaises, dont la Grand-Croix de l'ordre de la Polonia Restituta, et le titre de « diplomate polonais de l'année » (1996); Légion d'honneur décernée par le Président de la République française; ordre du Phoenix décerné par le Président de la Grèce; éloge rendu par le Secrétaire général pour services distingués à l'appui des opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

Publications

Écrits concernant divers sujets internationaux, dont les Nations Unies.

Langues

Polonais, anglais, français, russe.

Guillermo Enrique Gonzalez (Argentine)

Qualité

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire

Date de naissance

30 décembre 1942

Situation de famille

Marié

Formation

Licence en sciences politiques et sociales et en diplomatie de l'Université catholique de Cordoba

Langues

Anglais et italien

Date d'entrée au Ministère argentin des affaires étrangères

31 décembre 1965 en tant qu'attaché et vice-consul

Parcours professionnel

| | |
|------|---|
| 1965 | Administration centrale (Direction générale des affaires politiques) |
| 1968 | Ambassade en Équateur |
| 1968 | Secrétaire d'ambassade et consul de troisième classe |
| 1970 | Ambassade au Pérou |
| 1972 | Secrétaire d'ambassade et consul de deuxième classe |
| 1972 | Administration centrale (Direction de l'Amérique latine) |
| 1974 | Secrétaire d'ambassade et consul de première classe |
| 1975 | Mission permanente auprès de l'Organisation des États américains (Washington) |
| 1977 | Conseiller d'ambassade et consul général |
| 1980 | Ministre plénipotentiaire de deuxième classe |
| 1981 | Chef de cabinet du Sous-Secrétaire à la politique étrangère |
| 1982 | Représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture à Rome |
| 1987 | Administration centrale (secrétaire aux relations économiques internationales) |

Guillermo Enrique Gonzalez est né à Cordoba (Argentine) le 30 décembre 1942. Il est marié et a six enfants et neuf petits-enfants.

Après avoir obtenu son diplôme en sciences politiques et sociales et en diplomatie à l'Université catholique de Cordoba, M. Gonzalez entre, en 1965, au Ministère argentin des affaires étrangères. Après trois ans à Buenos Aires, il est affecté à Quito (Équateur) de 1968 à 1970, puis à Lima (Pérou) de 1979 à 1973. De 1975 à 1981, il est attaché à la Mission permanente de l'Argentine auprès de l'Organisation des États américains à Washington. À son retour à Buenos Aires, il est nommé chef de Cabinet du Sous-Secrétaire aux affaires étrangères.

En 1982, il est muté en qualité de Représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et Gouverneur du Fonds international de développement agricole à Rome, où il demeure jusqu'en 1987. Il revient à Buenos Aires en tant que Directeur général de la coopération internationale auprès du Secrétaire à l'agriculture au Ministère de l'économie. En 1989, il prend le poste de Directeur général des relations économiques internationales.

En 1990, il est nommé Ambassadeur au Nigéria, poste qu'il occupe jusqu'en 1993. De retour à Buenos Aires où il est promu ambassadeur, il occupe la fonction de Sous-Secrétaire aux négociations économiques internationales puis celle de Sous-Secrétaire à la politique étrangère.

Il est Ambassadeur en Suisse de 1996 à 1998. Puis, il est nommé Représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et d'autres organismes internationaux à Genève, où il reste jusqu'en janvier 2000. À Genève, il est élu à différents postes à l'Organisation mondiale du commerce et aux réunions des organismes des Nations Unies, présidant notamment la Conférence sur le désarmement. Le Secrétaire général le nomme membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement.

En 2000, il est nommé Ambassadeur aux États-Unis d'Amérique et occupe ce poste jusqu'en 2002. De Washington, il est muté à Genève, et occupe aussi le poste d'ambassadeur non résident auprès de la principauté du Liechtenstein.

De retour à Buenos Aires en octobre 2004, il est nommé Commissaire général du pavillon de l'Argentine à l'exposition universelle de 2005, organisée à Aichi (Japon), et dirige jusqu'à il y a encore peu de temps le Bureau des organisations internationales au Ministère des relations extérieures, du commerce international et du culte.

M. Gonzalez parle couramment l'espagnol, l'anglais et l'italien.

Anita Szlajak (Canada)

Expérience professionnelle – faits saillants

Leadership/gestion/analyse

A entendu des causes et rendu des décisions, en tant que membre d'un tribunal quasi judiciaire au sein du système canadien des recours commerciaux, en ce qui a trait : au préjudice porté par des importations ayant fait l'objet de dumping et de subvention; à des appels touchant les douanes et la taxe d'accise; et à des plaintes concernant les marchés publics. A conseillé le Ministre des finances relativement à des demandes formulées par des producteurs canadiens qui voulaient obtenir un allègement tarifaire visant l'importation de matières textiles utilisées à des fins de transformation complémentaire.

A fait rapport au Parlement, mais en tant qu'un des trois commissaires, sur l'administration de la loi sur l'emploi dans la fonction publique en ce qui concerne les nominations, les appels, la vérification de la dotation et les enquêtes sur les plaintes. A élaboré et mis en œuvre l'équité et l'impartialité des politiques et pratiques du Gouvernement fédéral en matière d'emploi.

A composé et dirigé une équipe chargée d'exécuter le mandat du Gouvernement du Canada relativement aux Jeux olympiques d'hiver de 1988 à Calgary. A élaboré et négocié l'accord-cadre régissant la participation de tous les ministères fédéraux aux Jeux olympiques de Calgary et établissant le cadre de financement direct de 200 millions de dollars, y compris la construction des installations du Parc olympique Canada et la prestation des services essentiels et facultatifs. A coordonné les activités de plus de 25 ministères, organismes fédéraux et sociétés d'État ayant contribué aux Jeux.

A dirigé les activités de cinq directions de la Direction générale de la gestion des programmes du Service canadien des parcs – environ 55 employés; budget de 5 millions de dollars. S'est occupée des services immobiliers pour 35 parcs nationaux et réserves nationales et plus d'une centaine de lieux historiques nationaux et de canaux historiques aux quatre coins du Canada, de recherches socioéconomiques, de commercialisation, de politique et de planification stratégiques. A entamé la rationalisation et le réalignement des responsabilités de la Direction générale. A établi un nouveau système permettant de prioriser et de justifier le budget d'immobilisations de la Direction générale.

A dirigé les activités de quatre divisions de la Direction générale des télécommunications internationales du Ministère des communications – 27 employés; budget de 1,5 million de dollars. A acquis une connaissance intime des questions et des parties intéressées d'un domaine complexe. A restructuré les initiatives de la Direction générale de sorte qu'elles servent mieux les intérêts du Canada en matière de télécommunications internationales.

A mené un examen des affaires extérieures en vue de déterminer les principaux éléments qui motiveraient le Canada à poursuivre sa participation à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) à la suite de la décision prise par les États-Unis et la Grande-Bretagne de se retirer de l'Organisation.

A mené un vaste examen des responsabilités de la Société canadienne d'hypothèques et de logement en matière de relations internationales. A élaboré une stratégie de positionnement concordant avec le mandat global de la SCHL et les priorités actuelles du Gouvernement du Canada. A recommandé une structure organisationnelle et un cadre de planification qui ont été mis en œuvre pour remplir ce nouveau rôle.

A déterminé les contraintes stratégiques, juridiques, politiques et bureaucratiques intervenant dans la mise à jour des systèmes informatiques associés aux programmes de la sécurité du revenu du Ministère de la santé nationale et du bien-être social et dans leur intégration avec les systèmes de paiements connexes d'autres ministères fédéraux.

Négociation/représentation

A représenté le Gouvernement du Canada au Conseil administratif (organe directeur) de l'Union internationale des télécommunications à Genève. A dirigé des délégations canadiennes lors de plusieurs autres réunions et négociations internationales.

A représenté le Gouvernement du Canada au Conseil d'administration et au Comité de direction du Comité organisateur des Jeux olympiques de Calgary.

A élaboré et négocié neuf accords juridiques généraux avec les principaux partenaires des Jeux olympiques d'hiver de Calgary, accords visant à protéger les intérêts et les investissements à long terme du Gouvernement fédéral.

A représenté le Gouvernement du Canada et l'Institut d'administration publique du Canada au Comité exécutif de l'Institut international des sciences administratives à Bruxelles. A été élue Vice-Présidente du Comité exécutif.

A représenté les affaires extérieures lors de négociations bilatérales menées avec 10 pays, notamment les États-Unis, l'URSS, la République populaire de Chine, l'Italie et le Japon. L'Accord canado-américain relatif aux services aériens a été l'accord bilatéral le plus vaste et le plus complexe de l'histoire de l'aviation civile.

Profil de carrière

| | |
|--|-----------|
| Experte-conseil | 1999-2002 |
| Rapports entre les entreprises et le Gouvernement | |
| Politiques du Gouvernement en matière de ressources humaines | |
| Tribunal canadien du commerce extérieur | 1995-1999 |
| Membre | |
| Environnement Canada | 1990-1994 |
| Directrice générale, projets spéciaux | |
| Service de l'environnement atmosphérique (1992-1994) | |

| | |
|--|-----------|
| Directrice générale, gestion des programmes Service canadien des parcs (1990-1992) | |
| Conseil du Trésor du Canada | 1982-1990 |
| Conseillère spéciale, relations internationales Société canadienne d'hypothèques et de logement (1988-1990) | |
| Conseillère principale en politique, division des programmes Conseil du Trésor du Canada (1986-1988) | |
| Conseillère spéciale (UNESCO et négociations du GATT) Ministère des affaires extérieures (1984-1986) | |
| Directrice exécutive Bureau du Gouvernement du Canada pour les Jeux olympiques d'hiver de 1988 (1982-1984) | |
| Commission de la fonction publique du Canada | 1976-1982 |
| Commissaire | |
| Ministère des communications | 1972-1976 |
| Directrice générale Télécommunications internationales (1973-1976) | |
| Directrice générale adjointe Télécommunications internationales (1972-1973) | |
| Ministère des affaires extérieures | 1967-1972 |
| Agente du service extérieur | |
| Direction des transports, des communications et de l'énergie (1969-1973) | |
| Direction des États-Unis (1969) | |
| Direction de l'Europe de l'Est (1969) | |
| Délégation canadienne auprès de l'Assemblée générale des Nations Unies (1968) | |
| Direction de l'aide et du développement (1967-1968) | |
| Organisation de coopération et de développement économiques (Paris, France) | 1964-1967 |
| Économiste chargée de recherche, Centre du développement | |
| Études | |
| Harvard Graduate School of Business Administration (Boston, Mass.) | 1981 |
| Programme avancé en gestion | |
| Collège d'Europe (Bruges, Belgique) | 1964 |
| Certificat de hautes études européennes (Majeure : économique; mineure : aménagement du territoire) | |

Université de Toronto

1963

B. A. (en économique)

Langues

Bilingue (anglais et français); capacité de lire l'espagnol

Distinctions

Médaille du jubilé de la Reine Elizabeth II (1977)
